



## ► DROIT DE SAVOIR

Adiopodoumé, 31.03.2026

# Transition agricole : Le facteur humain, l'angle mort du système alimentaire

**Bassirou Bonfoh<sup>1</sup>; Bognan Valentin Koné<sup>1,2</sup>; Chamsou Bonfoh<sup>3</sup>, Mélédje Emmanuel Dabo<sup>4</sup>, Gilbert Fokou<sup>1</sup>; Daouda Dao<sup>1,5</sup>**

1. Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire, Abidjan, Côte d'Ivoire
2. Institut National de Santé Publique, Abidjan, Côte d'Ivoire
3. African Agric Startup, Lomé, Togo
4. African Science Communication Agency, Abidjan, Côte d'Ivoire
5. Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire

### Résumé

En Afrique de l'Ouest, la production alimentaire demeure fortement dépendante du travail humain et d'outillage artisanal. Or, la disponibilité de la main-d'œuvre agricole se réduit sous l'effet combiné de la scolarisation, de l'exode rural, du vieillissement des producteurs, des plantations de rente, de la concurrence d'activités plus attractives (orpaillage). Les services émergeant de transport, de communications couplées à l'évolution des normes juridiques relatives au travail des enfants contribuent de manière significative à la perturbation du capital humain en agriculture. Cette raréfaction en main d'œuvre renchérit le coût des prestations agricoles, fragilise les calendriers de production et favorise l'émergence des pratiques de substitution (désherbage chimique, simplification des itinéraires techniques) et induit des impacts environnementaux et sanitaires élevés. Ce texte propose un cadre de lecture de la pénurie de main-d'œuvre et discute des pistes d'action centrées sur l'attractivité des métiers agricoles dans un le contexte des transitions (écologiques, agricole, technologique...), l'organisation du travail, la mécanisation intelligente, la protection sociale et les besoins de nouvelles compétences.

### Contexte

Dans la plupart des pays africains, l'économie reste largement dépendante du secteur agricole, qui combine cultures vivrières

et cultures de rente destinées à la consommation locale et à l'exportation. Historiquement, l'une des principales forces de ce secteur a été la disponibilité d'une main d'œuvre abondante. Cet état de fait était soutenu par un taux de natalité élevé et une faible compétition pour l'usage de cette ressource. En effet, le taux de natalité moyen en Afrique subsaharienne se situait autour de 7 à 5,7 dans les années 80. 37 ans plus tard, ce taux est passé de 6 à 3 enfants par femme (Source : Atlas de l'Afrique, AFD, 2020). En outre, avec le développement d'activités concurrentes tels que l'orpaillage et les services associés à l'urbanisation croissante, l'on assiste à une raréfaction de la main-d'œuvre. La conséquence immédiate est notamment l'augmentation du coût des prestations voire l'indisponibilité de la main d'œuvre. Cette situation entraîne, des retards dans les opérations culturales et une difficulté croissante, aussi bien pour les petits que pour les grands exploitants. Elle limite la mobilisation des travailleurs de manière régulière au cours de la campagne agricole et induit la réduction des rendements. L'insuffisance d'innovation marquée pas la généralisation de l'usage d'outils rudimentaires (daba, machettes, etc.) aggrave cette crise. Le faible attrait de l'activité agricole par la jeunesse, menace aussi la durabilité des systèmes alimentaires et la transformation du secteur agricole en une opportunité de création d'emplois. Ce numéro propose des pistes d'explication de la baisse tendancielle de la main-d'œuvre agricole en Afrique de l'Ouest et présente des approches de solutions adaptées pour renforcer la résilience des systèmes agricoles locaux.

Perception  
du métier  
agricole

Main-d'œuvre au cœur  
de la vulnérabilité des  
systèmes alimentaires :  
une analyse croisée

Déterminants  
de la pénurie en  
main-d'œuvre

Impacts du  
déficit et  
alternatives

Chaîne de  
compétences  
techniques

Choix  
raisonné de la  
mécanisation



## Perception du métier agricole

Le travail, perçu comme l'organisation des activités humaines pour la production des biens ou des services/de valeur demeure, avec le capital, un facteur essentiel mobilisant à la fois l'énergie et l'intelligence. La main-d'œuvre quant à elle, renvoie plus spécifiquement au collectif d'individus, salariées ou non, permanentes ou saisonnières, mobilisées pour réaliser un ouvrage ou une activité productive. Dans le secteur agricole, le métier d'agriculteur souffre d'un déficit d'image particulièrement auprès de la jeunesse. Il est souvent perçu comme une activité pénible, peu prestigieuse et offrant de faibles perspectives d'ascension sociale, par opposition aux emplois administratifs ou techniques exercés dans le confort des espaces urbains. Cette attitude reflète une hiérarchie des professions dans laquelle les emplois urbains (administratifs, techniques ou de bureau) sont associés à un "statut social élevé", tandis que l'agriculture est souvent liée à la ruralité, à un travail pénible et à de faibles revenus. Cette perception influence les choix de carrière et la participation à l'agriculture comme activité professionnelle.

Dans ce contexte, les ouvriers agricoles sont majoritairement des personnes disposant d'un accès limité aux facteurs de production critiques tels que le foncier, les intrants et le capital financier (investissement privé et public). Faut de ressources propres, ils se voient contraint de monnayer leur force de travail pour assurer leur subsistance. Cette dure réalité est illustrée par ce proverbe Songhaï, attribué à Ali Farka Touré: « La terre ne donnera rien si on ne la cultive pas. Une belle maison coûte cher et vous devrez payer pour une belle épouse. »).

Traditionnellement, le métier d'agriculteur est considéré comme un travail manuel exigeant, caractérisé par de longues heures, des contraintes physiques fortes et des revenus souvent jugés insuffisants. Cet état alimente l'idée que l'agriculture serait une activité de dernier recours quand d'autres opportunités s'amenuisent ou disparaissent. Cette perception négative est renforcée par le fait que l'agriculture est fréquemment associée à l'échec scolaire et à un niveau d'éducation faible ou non requis.

## Main-d'œuvre au cœur de la vulnérabilité des systèmes alimentaires: une analyse croisée

Au-delà de la simple production, le système alimentaire constitue un réseau complexe d'activités interdépendantes de la production à la transformation, au stockage, à la distribution et à la consommation, ainsi que les règles, infrastructures et politiques qui les encadrent. La performance agricole en Afrique de l'Ouest repose intrinsèquement sur la disponibilité de la main d'œuvre. Dans des contextes de mécanisation limitée, la force de travail humaine demeure le déterminant central de la sécurité alimentaire, conditionnant la capacité d'agir des producteurs face aux aléas exogènes (marché, climat, accès au foncier, normes, infrastructures, gouvernance) et endogènes (compétences, organisation, capital). Dans cette perspective, la main-d'œuvre agricole ne constitue pas seulement un facteur de production, mais un élément structurant des équilibres sociaux et économiques des systèmes alimentaires. Sa disponibilité et sa qualité conditionnent non seulement les volumes produits, mais aussi la diversité des cultures, le respect des calendriers agricoles et la capacité des exploitations à intégrer des pratiques plus intensives en travail, telles que l'agroécologie. La main d'œuvre comme ressource stratégique est toutefois soumise à une centralité cyclique. La production agricole mobilise au moins quatre ressources clés: (i) la terre (foncier), (ii) le savoir et les compétences, (iii) la main-d'œuvre (force et énergie) et (iv) les intrants. A ces ressources s'ajoute l'accès des produits au marché. La nature des contraintes en main d'œuvre varie selon le niveau d'industrialisation et les politiques agricoles d'un pays. Dans de nombreux pays à faible mécanisation, la main-d'œuvre constitue l'une des contraintes principales, en particulier lors des pics saisonniers de travail. Une étude de cas menée en Côte d'Ivoire entre 2017-2018 a mis en évidence, parmi les obstacles à l'engagement des jeunes, la perte de transmission du savoir agricole avec une déconnexion du savoir ancestral, la pénibilité et la difficulté d'accès à la main-d'œuvre, ainsi que les contraintes de financement (investissement initial, fonds de roulement pour les intrants et couverture des besoins pendant le délai d'attente avant récolte).



Le cycle végétatif est aussi fortement lié à la fenêtre climatique (hygrométrie, température.). Dans l'agriculture pluviale, les opérations culturales se concentrent sur des périodes courtes avec la préparation du sol, les semis, le sarclage, la récolte, créant ainsi des pics de demande de main-d'œuvre. Lorsque l'offre de travail est limitée, ces pics se traduisent par des retards d'exécution, une baisse de rendement et, parfois, l'abandon partiel des parcelles lié aussi à certaines crises sanitaires endémiques (ex. paludisme). Il est certain que l'intensification par la maîtrise de l'eau et à travers la mécanisation ainsi que les technologies peuvent étaler la demande de la main d'œuvre dans les spéculations de contre-saison, mais ces opportunités restent encore limitées dans de nombreux pays en l'absence d'une vision stratégique claire

### Déterminants de la pénurie en main-d'œuvre

La pénurie de main-d'œuvre correspond à la difficulté de pourvoir des postes ou de mobiliser des travailleurs au moment et au lieu où ils sont requis. Elle ne reflète pas uniquement un manque quantitatif, mais aussi qualitatif (expertise, formation) et un désajustement entre l'offre de travail et les conditions proposées de rémunération, de pénibilité, de sécurité physique et sociale et de statut d'assurance vie. Sur le plan démographique, le vieillissement des agriculteurs, souvent sans assurance retraite effective, entraîne une sortie progressive des travailleurs que le système agricole peine à remplacer avec les nouvelles générations en raison de la scolarisation prolongée, de l'exode rural et de l'évolution de nouvelles aspirations professionnelles. Par ailleurs, l'intensification et la croissance de la productivité ne compensent pas nécessairement la baisse de la demande en main-d'œuvre lorsque la mécanisation est partielle et que les surfaces ou les exigences de marché augmentent avec les nouvelles réglementations. Les facteurs explicatifs de la raréfaction de la main-d'œuvre agricole en Afrique peuvent donc être regroupés en déterminants structurels (liés à des transformations durables des sociétés rurales) et en facteurs conjoncturels, plus récents ou accélérateurs, qui aggravent la

tension au moment des pics saisonniers de demande.

Du côté des déterminants structurels, l'un des moteurs majeurs est la transformation de l'alignement du calendrier agricole sur le calendrier scolaire, qui réduit mécaniquement la disponibilité des jeunes pendant les périodes critiques de préparation des sols, semis, sarclage, récolte. A cela s'ajoute la scolarisation et la déconnexion progressive des ménages du monde agricole. La poursuite d'études, parfois longue et éloignée des réalités productives, s'accompagne d'une baisse de la transmission intergénérationnelle des savoirs pratiques endogènes autour des gestes, du timing et des itinéraires techniques et culturels. La massification de l'enseignement sans passerelles d'apprentissage, combinée à la faible place accordée aux travaux manuels, pratiques et aux formations techniques agricoles, rend en outre la reconversion des jeunes vers l'agriculture plus difficile. L'école actuelle prépare peu aux compétences opérationnelles nécessaires pour entreprendre ou travailler efficacement dans les filières agricoles même en cas de changement de projet de vie. Parallèlement, le développement des secteurs secondaire et tertiaire mobilise une main-d'œuvre jeune, souvent attirée par des revenus plus rapides, une moindre pénibilité physique et une mobilité sociale perçue comme plus accessible et acceptable. Cette dynamique est renforcée par la dévalorisation sociale du paysan, parfois associé à l'"échec scolaire" et au déclassement ou l'immobilisme social. Cette stigmatisation réduit l'attractivité du métier et fragilise l'identité professionnelle agricole. Enfin, l'absence ou la faiblesse de mécanismes de protection sociale (assurance maladie, retraite, sécurisation des vieux jours) limite la construction de trajectoires stables en agriculture et rend l'activité plus risquée à long terme. Les coûts directs et indirects de la scolarité (frais, fournitures, transport, logement, opportunités manquées) jouent aussi un rôle dans le décrochage scolaire des jeunes et encouragent l'exode rural et la recherche de revenus hors agriculture notamment dans le secteur tertiaire pour financer les études ou soutenir les ménages.

Les facteurs conjoncturels agissent comme des "accélérateurs" de ces tendances systémiques de pénurie en main d'œuvre. Le

renforcement des cadres juridiques de lutte contre la traite et l'exploitation des enfants, ainsi que la scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans, réduisent l'accès des exploitations familiales à une main-d'œuvre juvénile traditionnellement mobilisée comme apprentissage et soutien lors des périodes de pointe. L'école dans ce contexte a un effet immédiat sur les disponibilités saisonnières. En parallèle, l'émergence de certaines activités capteuses de main-d'œuvre comme l'orpaillage, transport (moto-taxi, tricycles, petits services, livraisons et commerces), offre des gains rapides, souvent quotidiens, qui concurrencent directement le travail agricole, jugé plus dur incertain et moins rentable à moyen et long terme. De plus l'expansion de certaines cultures de rente dans des zones historiquement pourvoyeuses de travailleurs saisonniers modifie également ces flux. Les territoires auparavant "exportateurs" de main-d'œuvre retiennent désormais leurs actifs pour leurs propres productions. Enfin, la hausse des coûts et les barrières douanières (tarifaires ou non) à l'importation de matériels freinent la mécanisation et limitent la substitution du travail pénible par des équipements

mécanisés. Cela maintient ainsi une dépendance élevée de l'agriculture à la main-d'œuvre au moment même où celle-ci se raréfie.

Par ailleurs, un déterminant moins souvent mis en avant mais tout aussi influent de la pénurie de main-d'œuvre réside dans les normes sociales et les réseaux communautaires qui régissent l'entraide rurale et la mobilisation saisonnière des travailleurs. Dans de nombreuses communautés d'Afrique de l'Ouest, la disponibilité de main-d'œuvre familiale ou villageoise repose sur des pratiques de réciprocité de mutualisation, des obligations coutumières et des cérémonies communautaires (mariages, funérailles, fêtes religieuses) qui peuvent limiter la participation des jeunes et adultes aux travaux agricoles pendant les périodes critiques. Lorsque ces réseaux se fragilisent, du fait de migrations permanentes, d'exode rural ou de changements culturels, la capacité des exploitations à mobiliser rapidement des travailleurs fiables diminue, accentuant la vulnérabilité des systèmes agricoles aux retards et aux pertes de rendement

## Encadré 1 : Enseignements tirés d'un entretien avec des jeunes à Bringakro en Côte d'Ivoire (2021)

L'entretien met en évidence une tension aiguë sur la main-d'œuvre agricole, à la fois quantitative et organisationnelle. D'abord, la disponibilité de travailleurs mobilisables est estimée à environ cinq personnes par exploitation, un niveau qui ne correspond pas à la moyenne d'une famille et qui apparaît de plus insuffisant au regard des besoins lors des périodes de pointe (préparation des sols, sarclage, récolte). Cette contrainte se traduit par des effets directs et immédiats sur les choix techniques et économiques des producteurs à travers la réduction des surfaces effectivement mises en culture, le recours accru aux herbicides pour compenser le déficit de main-d'œuvre au désherbage. Les retards de récolte s'observent avec des risques de pertes et de dégradation de la qualité, et l'orientation vers des cultures moins intensives en travail, au détriment de systèmes plus productifs mais plus exigeants en opérations manuelles. Ces ajustements, souvent présentés comme "nécessaires", peuvent toutefois accentuer la vulnérabilité des exploitations à moyen terme à travers la baisse de revenus, la dépendance accrue aux intrants, la faible capacité d'investissement et de diversification.

Les acteurs interrogés ont identifié plusieurs causes perçues de la raréfaction des travailleurs dont la concurrence d'activités à gains rapides (l'orpaillage et les moto-taxis) qui captent une main-d'œuvre jeune et mobile; la scolarisation qui réduit la disponibilité des jeunes au moment des pics saisonniers ; et l'interdiction

du travail des enfants, qui modifie profondément l'équilibre de la main-d'œuvre familiale mobilisée historiquement sur certaines tâches légères. Cette combinaison de facteurs reconfigure les arbitrages des ménages et accentue l'irrégularité de l'offre de travail au niveau local.

Face à cette situation, les solutions privilégiées par les acteurs convergent autour d'un paquet d'actions pragmatiques concentrés autour de (i) l'augmentation et la régularité de la rémunération du travail agricole, (ii) la revalorisation et l'application effective du Salaire Minimum Agricole (SMAG), (iii) la réduction de la pénibilité à travers les outils modernes, l'organisation et la mécanisation adaptée et (iv) la valorisation sociale du métier afin d'améliorer l'attractivité des emplois agricoles. Un point central qui ressort nettement des échanges est qu'au-delà du niveau de salaire agricole, il faut privilégier la régularité et la prévisibilité des paiements qui conditionnent à long terme, l'engagement des travailleurs et, surtout, la capacité des producteurs à planifier la campagne et les moyens de substances des ménages. Lorsque les paiements sont incertains, la main-d'œuvre se détourne vers des activités offrant des revenus immédiats garantis ; inversement, des modalités de paiement fiables renforcent la confiance, stabilisent les équipes et sécurisent l'exécution des travaux aux moments critiques.

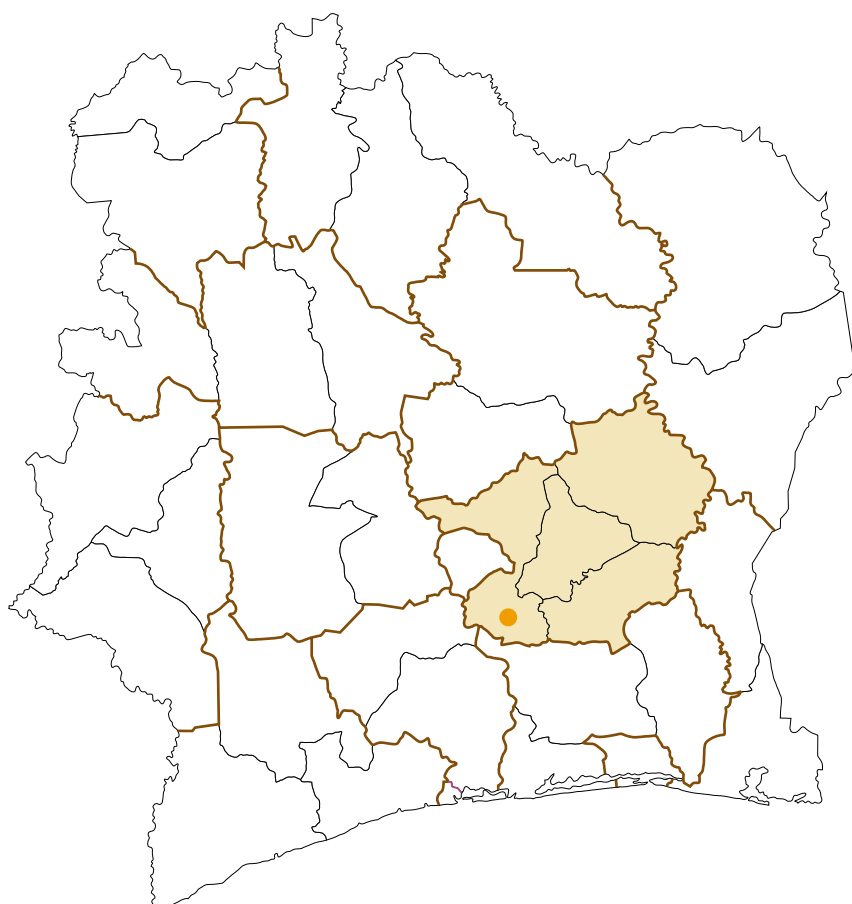
## Impacts du déficit et alternatives

Le déficit de main-d'œuvre a des répercussions économiques, sociales, environnementales et sanitaires. Il accroît la charge de travail des femmes, des enfants et des personnes âgées au sein des ménages, et poussent les producteurs vers des stratégies de substitution. Les adaptations sont (i) le recours accru aux herbicides et pesticides pour réduire la pénibilité, augmenter les rendements, (ii) la simplification des itinéraires techniques réduisant la productivité et la qualité des produits, ou (iii) la sélection de spéculations moins exigeantes en travail au détriment de la diversification et parfois du marché. Ces choix peuvent accentuer la dégradation des sols, la perte de biodiversité, la pression sur les forêts et l'exposition des consommateurs à la toxicité des produits phytosanitaires sans oublier la raréfaction de certains produits agricoles sur le marché.

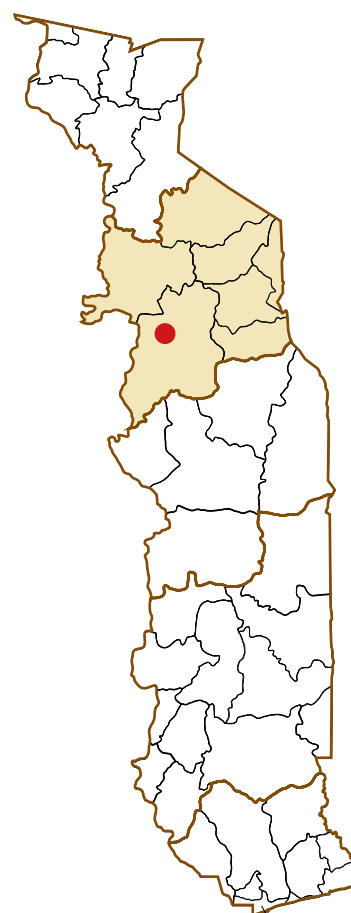
Au total, l'interaction entre les facteurs structurels et conjoncturels explique pourquoi la pénurie de main-d'œuvre n'est pas seulement cyclique. Elle s'inscrit dans une transformation profonde des économies et des aspirations rurales, sociales, et appelle des réponses intégrées sur l'emploi, la formation,

la protection sociale et la modernisation des systèmes de production. Face à la raréfaction de la main-d'œuvre, plusieurs leviers peuvent être combinés. La raréfaction de la main-d'œuvre agricole n'est donc plus un simple problème de "manque de bras valide" mais elle devient un risque systémique pour la production, les revenus ruraux et, à terme, la sécurité alimentaire et l'économie orientée vers les importations. Face à cette tension, les réponses les plus efficaces combinent des mesures formation, d'organisation, de protection et de modernisation, capables d'améliorer rapidement la productivité du travail tout en réduisant la pénibilité.

Au-delà des impacts immédiats sur la production et l'environnement, le déficit de main-d'œuvre fragilise la résilience économique et alimentaire des ménages ruraux. Lorsque les exploitations ne peuvent pas mobiliser suffisamment de travailleurs au moment critique, les ménages adoptent souvent des stratégies de survie à court terme, comme la vente anticipée de récoltes, le recours au crédit informel ou la réduction des surfaces cultivées. Ces choix compromettent les revenus futurs et la diversité alimentaire, accentuant la vulnérabilité face aux chocs climatiques ou aux fluctuations des marchés.



● Bringakro, Côte d'Ivoire  
Source: <https://www.csr.ch/fr/stations/bringakro>



● Kabou, Togo

## Encadré 2 : Analyse du déficit en main-d'œuvre agricole à Bassar au Togo (2022)

La pénurie de main-d'œuvre agricole à Bassar perturbe le calendrier des travaux, renchérit les coûts de production et conduit à des arbitrages techniques autour de la mécanisation, l'utilisation des herbicides, le choix de cultures et les contrats ou l'organisation sociale du travail). Les résultats de l'analyse montrent le déficit de main-d'œuvre agricole dont les effets se traduisent par des retards de travaux, une hausse des coûts de production et une reconfiguration des pratiques agricoles. Plusieurs facteurs convergent. D'abord, la migration des jeunes apparaît comme un déterminant majeur, alimenté par un effet d'imitation et des attentes de mobilité sociale, perçu comme vecteur d'ascenseur social: *«Les jeunes partent au Ghana, Nigeria... pour ramener les motos-taxi, et les tôles pour bâtir des maisons... » « ...le problème critique qui pousse les jeunes à quitter le village est la question foncière. Mais les pesticides et herbicides nous aident à combler le vide »*. Cette dynamique est renforcée par un calcul économique avec un jeune manœuvre qui explique qu'après quelques mois de métagage (vente de la force de travail), il a conclu qu'il pouvait « faire même une décennie ici sans pouvoir trouver l'argent à économiser », décidant alors de partir au Nigeria.

L'insécurité foncière joue un rôle déclencheur, particulièrement dans les localités où l'accès aux terres cultivables est contesté « le problème critique est la question foncière ». Les pertes d'investissement sont illustrées par des cas d'interdiction d'exploiter après défrichage et préparation de parcelles. La rareté est aussi saisonnière, avec un creux en mi-saison (juillet-septembre), lorsque les tâches se chevauchent. Enfin, le contexte est marqué par une hausse des coûts de « manœuvre » pour les exploitants.

Face à cette contrainte, les producteurs adoptent des stratégies d'adaptation à travers les recours aux tracteurs via des contrats de paiement échelonné, des contrats de travail/migration sur 9 à 11 mois, l'ajustement des cultures (ex. moins de maïs, plus d'ignames et de soja), et surtout la substitution du travail physique intense par les herbicides/pesticides. L'adoption est décrite comme un moyen de « combler le vide » et de « remplacer les manœuvres agricoles » malgré des risques sanitaires et environnementaux évoqués. Pour améliorer leur performance les jeunes travailleurs ont recours aux boissons énergisantes et certaines drogues de synthèse (ex. Tramadol...).

Diagnostic : Le déficit en main-d'œuvre agricole observé

à Bassar résulte de trois dynamiques convergentes. (i) La migration et la désaffection du travail agricole s'expliquent par des aspirations de mobilité sociale et un manque d'opportunités locales, réduisant durablement l'offre de bras disponibles. (ii) l'insécurité foncière et les conflits fonciers (accaparement des terres, contestation de l'accès aux terres aux femmes et aux jeunes) qui découragent l'investissement, fragilisent la planification des campagnes et alimentent le départ des jeunes. (iii) Le climat et la saisonnalité qui aggravent la situation avec la rareté de la main-d'œuvre qui devient plus aiguë en mi-saison, au moment des pics de travaux, tandis que la hausse des coûts de prestation pèse sur la rentabilité des exploitations.

Impacts et changements induits : Ces contraintes se traduisent par des retards dans les opérations culturales, des baisses de production et des ajustements des systèmes de culture avec la réduction de certaines spéculations, la réorientation vers d'autres jugées plus "finançables" ou moins exigeantes en travail. Pour compenser le déficit, de nombreux producteurs recourent davantage aux pesticides et herbicides appelés localement « Condem ». Cela leur assure un gain de temps et une réduction des coûts immédiats, mais expose la population à des risques sanitaire et environnemental surtout que ces usages ne sont pas encadrés. Sur le plan social, la pression foncière entretient des tensions locales, tandis que les départs répétés des jeunes affaiblissent la cohésion communautaire et la transmission des savoir-faire agricoles.

Recommandations prioritaires (tableau 1) : Les acteurs dans la région proposent certaines actions dont (i) la mise en place d'une intermédiation locale structurée, appuyée par des conventions d'usage et une sécurisation graduelle des droits au foncier. (ii) le développement des services de mécanisation de proximité (location, coopératives) avec des modalités de paiement échelonné adaptées aux cycles agricoles pour booster la productivité. (iii) la promotion de l'usage raisonné (formation, équipements de protection, bonnes doses et périodes d'application) et des alternatives techniques et pratiques aux herbicides. (iv) le déploiement d'un paquet d'incitation des jeunes combinant la formation, les équipements et matériels techniques améliorés, les micro-financements, l'accompagnement technique et l'accès à des débouchés de marché pour rendre l'agriculture plus attractive et rentable.

**Tableau 1 : Facteurs de décision**

Thématique	Preuves “Verbatims”	Implications	Priorités
Migration et aspirations	« Les jeunes partent au Ghana, Nigeria... pour les motos -taxi et les tôles, bâtir des maisons »	Érosion de la main-d’œuvre locale ; dépendance à la sous-traitance ; ruptures de transmission de savoirs, exode rurale, réduction de la production	Promotion des jeunes: financement/outils, accompagnement, débouchés locaux (contrats, chaînes de valeur).
Calcul économique des jeunes	« Je pouvais faire même une décennie ici sans pouvoir trouver l’argent »	L’agriculture locale perçue comme non compétitive à court terme.	Productivité/valeur: mécanisation, appui technique, accès ciblé aux intrants.
Insécurité foncière	« Le problème critique est la question foncière »	Désinvestissement, abandon de parcelles et départ des jeunes conflits.	Protection : médiation foncière, conventions d’usage, sécurisation graduelle des droits.
Substitution par les herbicides	« Les pesticides et herbicides nous aident à combler le vide »	Réduction des besoins en main-d’œuvre mais augmentation des risques santé/environnement.	Usage raisonné: formation, EPI, contrôle des doses, alternatives agroécologiques.
Mécanisation et paiement échelonné	« un contrat une avance de 25%, puis solde à la récolte »	Modèle de financement à encourager avec le potentiel de structuration.	Technologie : Organisation des services de mécanisation (coopératives, calendrier, tarification transparente).
Diversification et réorientation des cultures	« Nous faisons peu le maïs On élargie les champs d’ignames »	Risque de dépendance à un portefeuille culturel étroit; exposition aux chocs de prix (fluctuation).	Conseil technico-économique: diversification, sécurisation intrants, appui marché, microfinance, encadrement technique.

Cette analyse montre que d'abord, l'organisation collective du travail peut faire gagner du temps et limiter les retards aux moments critiques (semis, sarclage, récolte). La structuration de groupements d'ouvriers agricoles, de services de prestation saisonnière et la mutualisation et planification des travaux permettent de sécuriser la disponibilité de la main-d'œuvre, de lisser les pics de demande et de mieux répartir les tâches entre les exploitations. Ensuite, la crise de recrutement des ouvriers agricoles ne se résoudra pas sans amélioration des conditions d'emploi. La rémunération décente, la régularité des paiements, la sécurité au travail (équipements, prévention des accidents, protection contre chaleur et produits chimiques) et la reconnaissance sociale du métier agricole constituent la base d'une attractivité durable.

Cette attractivité suppose aussi une vraie protection sociale par des mécanismes adaptés. La revalorisation et l'application effective du SMAG, ainsi que l'extension des régimes de couverture assurance maladie, retraite aux travailleurs agricoles permettent de réduire la précarité et stabiliser l'emploi agricole. En parallèle, un modèle de mécanisation adaptée avec des équipements légers, des services de location, une maintenance locale, doit cibler en priorité les opérations les plus pénibles (labour, semis, sarclage, arrosage, irrigation, récolte...) afin de diminuer l'usure physique et d'augmenter la performance technique et productive. Enfin, la formation et l'insertion sont déterminantes. Elles permettent de renforcer l'enseignement technique pratique agricole, de développer l'alternance, de soutenir l'entrepreneuriat rural et de valoriser les compétences y compris les savoirs locaux dans une perspective agroécologique et économique.

Pour être crédibles, ces solutions doivent s'inscrire dans des politiques publiques de formation-emploi cohérentes, avec une

meilleure coordination entre les modes de consommation, la santé, l'agriculture, l'environnement et l'éducation. C'est à ces conditions que les territoires ruraux redeviendront des espaces d'opportunités socio-économiques et que les métiers agricoles pourront offrir des trajectoires professionnelles attractives, capables de sécuriser durablement l'alimentation.

## Chaîne de compétences techniques

A l'analyse stratégique, les limites entre ingénieurs agronomes/vétérinaires, techniciens et paysans tiennent moins aux compétences individuelles qu'aux écarts de savoirs, de langage et de pouvoir le long des chaînes de valeur agricoles. L'ingénieur ou le vétérinaire porte la conception et les choix stratégiques de planification, de recherche et développement et de conseil, mais peut manquer d'ancrage pratique et dépendre de modèles ou données imparfaits. Il porte une forte responsabilité en cas d'échec de politique parfois lié à une communication difficile avec le paysan sur le terrain. Le technicien assure la mise en œuvre, le suivi et la formation. Il connaît l'opérationnel, mais peut être limité pour arbitrer des décisions complexes, rester dépendant des cadres stratégiques, théoriques, et se retrouver en position d'interface fragile lors de conflits idéologiques et techniques. Quant au paysan, il gère la production quotidienne et assume directement le risque. Mais il fait face à des limites ou asymétrie d'accès à l'information technique, aux intrants, aux aléas climatiques, au financement et aux marchés, renforçant sa dépendance au conseil externe et à sa résilience.

Au-delà des rôles de chaque maillon de la chaîne agricole, les principaux freins sont le manque de coordination, les différences de culture professionnelle, et la faible reconnaissance du travail des techniciens et surtout de celui des paysans. Les pistes d'amélioration reposent sur des mécanismes réguliers de



concertation, des formations croisées, continues ou en alternance, une codécision incluant davantage les acteurs de terrain, et une valorisation explicite des contributions et responsabilités de chacun. Les réseaux sociaux et les stratégies de formation orientée sur le paysan sont aujourd'hui une alternative crédible permettant au paysan de mieux appréhender ses contraintes et les exigences du marché du travail et des services. Les initiatives en cours inspirées de la Fondation Rurale Interjurassienne de Suisse, offrent des repères concrets, notamment au Cameroun avec la ferme-école d'Obala, en Côte d'Ivoire avec la ferme-école de Bringakro ([www.csr.ch](http://www.csr.ch)), le Centre d'Incubation Rural Agroécologique (CIRA) à Aboisso et au Togo avec l'incubateur agricole de Kabou-waye ([www.agricstart.org](http://www.agricstart.org)). Ces expériences illustrent des approches complémentaires de formation pratique, d'accompagnement entrepreneurial et de démonstration de solutions adaptées aux réalités locales. Ces initiatives ont besoin d'un accompagnement ciblé dans la transition agricole en cours.

Un aspect supplémentaire concerne l'influence des dynamiques de pouvoir et des réseaux informels sur la diffusion des savoirs et l'adoption des innovations. Même lorsque les formations et les démonstrations pratiques existent, l'accès effectif aux nouvelles techniques peut être limité par des hiérarchies locales, des relations clientélares ou des biais de genre. Par exemple, les paysans les moins intégrés aux réseaux communautaires ou aux coopératives peuvent rester exclus des informations techniques actualisées et des opportunités de financement, réduisant l'efficacité des initiatives de formation. Ces contraintes sociopolitiques montrent que la coordination et la valorisation des compétences doivent aller au-delà de la simple organisation formelle et inclure la prise en compte des relations de pouvoir et de confiance dans les systèmes agricoles locaux.

## Choix raisonnés de la mécanisation

La mécanisation adaptée des petites exploitations en Afrique dépend d'un ensemble de facteurs liés au contexte local, aux besoins des producteurs et aux principes de durabilité. Le choix d'une machine, d'un outil ou d'un équipement doit permettre de soutenir la santé du producteur et des sols, la réduction de la pénibilité du travail du sol, le maintien d'une couverture végétale et un désherbage réalisé au bon moment, avec une productivité et une rentabilité assurée. Ces principes sont valables pour tous les petits producteurs, quels que soient leurs systèmes. Parmi les facteurs clés figurent d'abord la nature des productions (maraîchage, cultures de rente, vivriers, céréales) et leurs exigences techniques et énergétiques. Le semis du maïs et du sésame requiert des semoirs différents (taille des graines), tandis que certaines productions fragiles et très périssables (laitue,) restent mieux gérées manuellement. La taille des parcelles conditionne aussi l'intérêt d'outils motorisés. Sur de très petites surfaces, un tracteur peut être peu pratique avec des manœuvres difficiles. Les conditions agroclimatiques et les sols comptent également car des machines lourdes en conditions humides augmentent les risques de compaction. Les valeurs culturelles (traditions, tabous) s'y ajoutent à la disponibilité locale des équipements et l'accès aux infrastructures (routes, transport), aux intrants phytosanitaires ainsi que le coût (achat/location) et l'accès au financement. Ces facteurs lorsqu'ils sont mal maîtrisés peuvent générer des endettements ou des pertes aux producteurs. Enfin, il faut considérer les compétences des utilisateurs, les sources d'énergie (manuel, diesel, électricité, solaire) et l'existence de services de maintenance (pièces, réparateurs) dans la transition agricole. En somme, il faut une base de dialogue de négociation dans une discussion collaborative (producteurs-conseillers-ressources locales), et non de "recette" universelle ou immuable de mécanisation.



## Conclusion

La main-d'œuvre agricole constitue un enjeu multidimensionnel et multifactoriel, qui ne peut être réduit à une simple question de disponibilité de travailleurs ou de formation technique. Elle relève d'abord d'une dimension sanitaire, du fait de la pénibilité des tâches, des risques d'accidents et des expositions (chaleur, produits chimiques, charges, postures). Elle est aussi socio-culturelle, car l'image sociale du paysan, la reconnaissance du métier et l'existence ou non de mécanismes de sécurisation des trajectoires assimilables à une "assurance des vieux jours". Ces trajectoires influencent fortement l'attractivité du travail agricole. La main d'œuvre agricole est également technique, puisqu'elle dépend des savoirs pratiques, des compétences disponibles et de la capacité à se former et à s'adapter (itinéraires, organisation du travail, innovations/technologies). Sur le plan économique, elle est conditionnée par les revenus, le coût du travail, les incitations, et l'environnement du marché affectés par certaines taxes et charges. Enfin, elle est profondément politique et institutionnelle, car elle renvoie aux politiques de formation, d'emploi, de mécanisation, ainsi qu'à la protection sociale et aux règles qui encadrent le travail agricole.

Atteindre l'Objectif de Développement Durable 2 « Faim zéro » à l'horizon 2030 suppose de considérer la main-d'œuvre agricole comme un pilier stratégique des systèmes alimentaires, au même titre que la terre, les intrants et l'innovation. La baisse de

disponibilité de la main-d'œuvre résulte d'une combinaison de facteurs incluant l'évolution démographique, les transformations socio-économiques, la scolarisation, l'attractivité relative des activités non agricoles, les contraintes réglementaires la mécanisation insuffisante et le faible accès aux financements. Les réponses efficaces devront s'articuler autour de l'amélioration des conditions de travail, la reconnaissance sociale, la mécanisation adaptée, l'organisation collective et des politiques publiques cohérentes. Le pilier essentiel reste la formation agricole en alternance avec des modules qui intègrent l'esprit critique, l'analyse systémique de l'agriculture. En renforçant l'attractivité et la sécurisation des métiers agricoles par la formation, les différentes mesures techniques et socio-économiques peuvent contribuer à la résilience des exploitations, à la durabilité environnementale sanitaire et à l'amélioration des moyens de subsistance des paysans. La main-d'œuvre agricole est un pilier stratégique des systèmes alimentaires, multidimensionnelle (sanitaire, socio-culturelle, technique, économique, institutionnelle). Sa raréfaction, liée à la démographie, la scolarisation, l'attractivité des activités non agricoles et la mécanisation limitée, menace la productivité et la résilience. Les réponses doivent combiner formation, mécanisation adaptée, reconnaissance sociale, organisation collective et politiques publiques cohérentes pour renforcer l'attractivité et la durabilité des métiers agricoles.

### Directeur de publication :

Professeur Bassirou Bonfoh,  
bassirou.bonfoh@csrs.ci

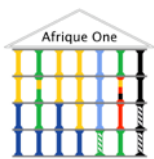
### Infographie :

Emmanuel Dabo et Joseph Anoh  
info@asca.africa

### Site web :

[www.csrs.ch](http://www.csrs.ch) & [www.afriqueone.org](http://www.afriqueone.org)

## REMERCIEMENTS



**ADCVI**

Association pour le Développement des Cultures Vivrières intensives

